

**DECISION DU PRESIDENT N° 308-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : AVENANT N°3 AU MARCHE RELATIF AUX VERIFICATIONS PERIODIQUES DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DANS LES BATIMENTS INTERCOMMUNAUX

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu les L2123-1, R2123-1 1° du Code de la commande publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Vu la décision n°198-20 du 5 octobre 2020 attribuant le marché de vérifications périodiques des installations techniques dans les bâtiments intercommunaux à l'entreprise APAVE de la Roche-sur-Yon pour un montant estimatif de 15 665.00 € HT pour l'offre de base et de 2 040.00 € HT pour les prestations supplémentaires éventuelles retenues,
Vu les décisions n°163-21 et n°143-23 relatives à la passation des avenants n°1 et 2 au marché,
Considérant qu'il faut rajouter certaines prestations du bordereau des prix du marché,
Considérant la nécessité de passer un avenant de plus-value de 2 550.00 € HT sur la durée totale du marché,

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'avenant de plus-value de 2 550.00 € HT au marché relatif aux vérifications périodiques des installations techniques dans les bâtiments intercommunaux avec l'entreprise APAVE de la Roche-sur-Yon afin de rajouter certaines prestations du bordereau des prix du marché.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget principal (en majorité).

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 29 novembre 2023

Le Président
Jacky DALLEY

